



Plus que jamais : informer !

Le Collectif 07 lance mercredi 14 décembre 2011 à 18h, à la salle polyvalente de Saint Pierre sous Aubenas, une lettre d'information, « la GAZette ». Cette lettre fait le point sur les permis touchant le Gard, l'Ardèche et plus généralement le sud-est de la France et sur les limites de l'interdiction de la fracturation hydraulique du 13 juillet 2011.

Un outil citoyen de proximité

Cette GAZette est un outil important pour toutes les personnes qui, peu à l'aise avec internet, ou ne lisant pas nos journaux locaux, ne reçoivent que peu d'informations sur la situation actuelle.

Elle sera distribuée via les collectifs locaux, les associations et l'ensemble des personnes contre les gaz et huiles de schiste dans les commerces, mairies et lieux de vie de nos villes et villages. Cette lettre périodique abordera à chaque numéro un nouveau thème. La prochaine portera sur l'eau.

Un désastre économique et énergétique

Avec un tirage de 20 000 exemplaires, le but de cette GAZette est de rappeler à la population que rien n'est fini, ni ici ni ailleurs. Que contrairement à ce que prétendent certains médias nationaux, le gaz ou le pétrole de schiste ne sont pas la solution face à la crise. Il s'agit d'un désastre écologique et d'une impasse énergétique.

Riposter à la communication des industriels

Nous assistons ces dernières semaines à une pression de plus en plus importante des industriels dans les médias. D'abord l'annonce de Total de déposer un recours avant le 12 décembre pour "sauver" son permis de Montélimar. Ensuite des reportages, que nous considérons comme partiels, dans les médias radio et TV : ils ne font pas référence aux conséquences sanitaires, environnementales et économiques désastreuses pourtant mises en évidence par de nombreux scientifiques et journalistes (lire le New-York Times par exemple) en de nombreux endroits de la planète.

A cette pression médiatique s'ajoute l'organisation de colloques et tables rondes, sans aucune participation du public, sur le thème, par exemple, « La France peut-elle se passer d'une ressource, les hydrocarbures de schiste ? - L'interdiction française, comment en sortir ? »

Le Premier Ministre, les Ministres de l'environnement et de l'industrie, mais aussi des membres de la Commission Européenne sont invités à ces événements.

QUEL QUE SOIT LA TECHNIQUE : STOP AU GAZ DE SCHISTE

Contact :

Jean Louis Chopy – 04 75 36 72 83 / coordination@stopaugazdeschiste07.org

LE COLLECTIF 07 STOP AU GAZ DE SCHISTE

Le collectif ardéchois "Stop au gaz de schiste" se compose d'associations, de nombreux collectifs citoyens locaux, d'organisations syndicales, de collectivités locales et d'organisations politiques (110 organisations de tous horizons, 2 500 inscrits à la lettre d'informations, 18 000 personnes mobilisées à Villeneuve de Berg, appuyé par le Collectif des élus, le Parc Naturel des monts d'Ardèche, le Conseil Général de l'Ardèche, la Région Rhône-Alpes...). Créé en janvier 2011, il veut affirmer son refus de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste, qu'elles soient expérimentales ou industrielles. Il dénonce :

- Les conséquences environnementales désastreuses (pollution des réserves d'eau potable, du sol et des sous-sols) et la destruction des paysages
- Les ravages socio-économiques (agriculture, tourisme,...),
- Les atteintes irréversibles à la santé (produits mutagènes, reprotoxiques ou cancérigènes).
- L'aberration énergétique et la fuite en avant que ce choix représente à l'heure de la lutte contre le changement climatique,

Le temps est venu de mener une réflexion nationale sur l'avenir énergétique de notre pays, nous ne pouvons aller toujours plus loin dans la quête des énergies fossiles, au mépris de l'avenir des populations, ici ou ailleurs.

COLLECTIF 07 STOP AU GAZ DE SCHISTE

Mouvement citoyen ardéchois